



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 12ème législature

### SMIC

Question au Gouvernement n° 15

#### Texte de la question

#### BAS SALAIRES

**M. le président.** La parole est à Mme Janine Jambu, pour le groupe des député-e-s communistes et républicains.

**Mme Janine Jambu.** Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

En cette rentrée, beaucoup de familles de salariés de notre pays sont dans l'inquiétude, voire dans l'impossibilité de faire face aux dépenses courantes de la vie quotidienne, de boucler les fins de mois. L'insuffisance du pouvoir d'achat des retraites, salaires et minima sociaux, les ravages du surendettement, l'extension de la précarité sont autant de signaux d'alarme qui exigent des réponses immédiates et concrètes.

**Plusieurs députés du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.** La faute à qui ?

**Mme Janine Jambu.** Vous avez formulé des engagements en matière de politique salariale, de résorption de la précarité et du chômage. Mais que constate-t-on ? Vous entérinez des mesures qui pèsent sur le pouvoir d'achat des plus modestes : augmentation du prix du carburant, des tarifs de télécommunications, des transports en commun, des prix des produits alimentaires et de la consommation courante.

Vous refusez de donner un coup de pouce au SMIC, au minima sociaux et aux retraites (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle*)...

M. François Goulard. C'est faux ! Et l'augmentation du SMIC ?

**M. le président.** Laissez Mme Jambu terminer sa question.

**Mme Janine Jambu.** ... alors qu'avec un cynisme certain vous octroyez 70 % d'augmentation aux membres de votre gouvernement !

La réforme des 35 heures que vous défendez portera également un coup au pouvoir d'achat des salariés (*Exclamations sur divers bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle*) par le gel de l'augmentation du SMIC, conjugué à des heures supplémentaires moins payées, et détériorera l'emploi avec la disparition des aides à la réduction du temps de travail et à la création d'emplois, alors que de nombreux plans sociaux sont déjà en cours.

**M. Dominique Dord.** La question !

**Mme Janine Jambu.** Dès lors, monsieur le Premier ministre, comment comptez-vous donner sens à vos engagements, répondre aux attentes de nos concitoyens et permettre à la représentation nationale d'en débattre ainsi que notre groupe l'a demandé ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains et du groupe socialiste.*)

M. le président. Merci, madame Jambu, d'avoir vous aussi respecté votre temps de parole.

La parole est à M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

**M. François Fillon**, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Madame la députée, je partage votre analyse. (*« Ah ! » sur plusieurs bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains et du groupe socialiste.*) Oui, le pouvoir d'achat des bas salaires a stagné dans notre pays depuis quatre ans.

*(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

**M. Julien Dray.** Et maintenant il va régresser !

**M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.** Il a même, s'agissant des salariés passés aux 35 heures, baissé de 3,6 %.

Oui, madame Jambu, 11 % de Français ont atteint le seuil de pauvreté. (*« Eh oui ! » sur divers bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

Oui, madame Jambu, vous avez encore raison, les gouvernements précédents n'ont pas donné de coup de pouce au SMIC : 0 % en 1999, 0 % en 2000 et 0,3 % en 2001. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Oui, madame Jambu, c'est vrai, notre ascenseur social est bloqué. Aujourd'hui, 80 % des enfants d'ouvriers ou de salariés modestes ne connaîtront pas d'autre trajectoire que celle de leurs parents.

Or tout cela, madame Jambu, c'est le bilan du gouvernement que vous avez soutenu pendant cinq ans.

*(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)* C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de changer de politique.

Mme Versini est en train de préparer pour les jours qui viennent un plan de lutte contre l'exclusion, qui sera soumis au Parlement.

M. Borloo est en train de préparer une réforme profonde de la politique de la ville.

**M. François Hollande.** Paroles !

**M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.** Mais surtout, mesdames, messieurs les députés, si vous soutenez le texte qui va être présenté cet après-midi,...

**M. Maxime Gremetz.** Ah non !

**M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.** ... vous allez participer à l'augmentation de 11,4 % du SMIC pour un million de salariés... *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

**M. Jérôme Lambert.** C'était déjà prévu par la loi !

**M. le président.** Monsieur le ministre...

**M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.** ... et à l'augmentation de 6 % du SMIC pour 2 millions d'autres. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. le président. Monsieur le ministre, veuillez conclure.

**M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.** Je conclus, monsieur le président.

La question sociale est grave. Elle demande de la modestie, elle demande du volontarisme, bref, bien autre chose que les envolées lyriques dont la gauche est coutumière. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

## Données clés

**Auteur :** [Mme Janine Jambu](#)

**Circonscription :** Hauts-de-Seine (11<sup>e</sup> circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 15

**Rubrique** : Travail

**Ministère interrogé** : affaires sociales, travail et solidarité

**Ministère attributaire** : affaires sociales, travail et solidarité

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 3 octobre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 octobre 2002